

Réunionnaises, Réunionnais, bonjour !
Merci pour votre présence !
Nous lé plus de 300 ce matin.
Merci et bravo !

Cette mobilisation, en soi, un dimanche de novembre, est une victoire.

Elle prouve que nous avons des choses à dire ET que nous sommes entendus.

Nous avons des choses à dire et des choses à faire :
Nous, Banian, Banir Notre Ile Ensanm, nous travaille !
Sur le terrain.
Et nous réfléchi...pou domin !

Et oui ! Il y a de plus en plus de Réunionnais qui nous regardent et qui nous écoutent, avec intérêt.

Parce que nous la pas attendu pou travaillé. Et en quelques mois seulement, nous la fé avancer nout projet !

Banian est un parti jeune. Très jeune.

La graine du Banian a été plantée lorsque, avec celles et ceux qui composent aujourd'hui la majorité municipale de St Benoît, nous avons prouvé que des gens d'une sensibilité de gauche et des gens d'une sensibilité de droite ou du centre pouvaient travailler ensemble derrière un même projet.
Sans posture partisane. Et avec succès.

Ce qui valait pour un projet municipal vaut pour un projet réunionnais.

Les différences peuvent être, non pas un frein, mais une richesse, du moment qu'elles sont transcendées par le projet.

Oui, des Réunionnaises et des Réunionnais, qui ont déjà eu une expérience politique à gauche, ou à droite, ou qui n'en ont pas eue du tout...qui étaient, peut-être, actifs dans le milieu associatif ou qui veulent, pour la première fois, s'engager aux côtés d'une équipe nouvelle...ces femmes et ces hommes peuvent ensemble faire bouger les lignes.

Cette idée a fait son chemin.

Et Banian est devenu une réalité.

Le faire-part de naissance a été envoyé en début d'année.
Nous avons moins d'un an d'existence, seulement.
C'est pas beaucoup...

Et regardez, pourtant, ce que nous avons fait, en seulement quelques mois :

Nous avons porté nos couleurs, dans les élections régionale et départementale.

Même si on nous disait de ne pas y aller...

Même si certains nous expliquaient que : non, c'était trop tôt...
Qu'il fallait attendre encore.
Qu'il fallait se donner le temps de peser le pour et le contre.
Et se donner le temps, surtout, de regarder passer les trains, les candidats et les projets, sans exister, par nous-même et pour nous même, sans même revendiquer d'exister.

Mes amis...évidemment, c'est pas ce chemin-là que nous la suivi !
Evidemment...et heureusement !

Je le redis : nous ne l'avons pas créé Banian pour le plaisir de créer un parti, pour avoir quelques articles dans la presse.

Non ! Nous l'avons créé un parti réunionnais pour changer les choses à la Réunion.

Pour que l'on propose, enfin, des solutions réunionnaises aux problèmes réunionnais.

Pour que l'on puisse travailler sur notre modèle insulaire, sur le pouvoir d'achat, sur l'emploi des Réunionnais à la Réunion, sur notre identité, sur l'avenir de nos enfants et l'avenir des enfants de nos enfants.

Pour que l'on avance, sans complexe, sans baisser la tête.

Certains pourraient dire : oté, ben banna lé ambitieux !

Oui, nous lé ambitieux.

Forcément, nous lé ambitieux.

Heureusement, nous lé ambitieux !

Si on n'a pas d'ambitions pour son pays, pour son territoire, pour sa population...alors comment est-ce qu'on pourra préparer le demain et l'après-demain, pour toutes les générations ?

Comment est-ce qu'on prépare la Réunion qui, bientôt, accueillera un million d'habitants ?

Un million d'habitants...

Quelle économie, quel développement, quel aménagement, quels déplacements, pour ce million d'habitants ?

C'est le moment où, plus que jamais, nous devons bâtir notre Ile Ensanm.

Et ça, mes amis, ça ne se fait pas en restant chez soi.
Ca se fait en mettant la main ensemble, en travaillant, et en prenant la place que nous devons prendre pour faire avancer nos idées.

Alors, oui, nous lé parti aux élections.

Nous veu Bâtir notre ile ensanm...mais i fé pas de construction par procuration.

Quand i faut bat béton, i faut transpirer !

I fé pas ça ek un télécommande !

Alors, oui, nous lé parti devant la population.

Nous lé parti devant les électeurs. Avec un projet. Avec des nouveaux visages. Avec des jeunes Réunionnaises et des jeunes Réunionnais. Qui veulent s'impliquer.

Nous lé parti devant les électeurs, avec détermination et avec humilité.

Sans être approuvés ou « labellisés » par un parti existant.

Sans être dirigé par un quelconque état-major.

Et qu'est-ce qui s'est passé ?

Nous la gagné la confiance de la population.

Aujourd'hui, Banian, jeune parti réunionnais, qui promet le renouvellement de la classe politique et des idées, a des élus dans la majorité régionale et dans la majorité départementale :

2 conseillers régionaux, Anne Chane-Kaye-Bone et Patrice Boulevard, qui est par ailleurs vice-président en charge des transports et des déplacements.

3 conseillers départementaux. Augustin Cazal, Amandine Hoarau et Bruno Robert. Et une sympathisante également vice-présidente : Sophie Arzal

Tout ça la avec quelques mois seulement d'existence !
Ca prouve que beaucoup de Réunionnais veulent un renouvellement de la classe politique.

Aujourd'hui, le benjamin du conseil régional, c'est Patrice Boulevard ! Un élu Banian.

Aujourd'hui, la benjamine du conseil départemental, c'est Amandine Hoareau ! Une élue Banian.

Voilà le renouvellement !
C'est une fierté.

Et ça, c'est le travail de toutes celles et de tous ceux qui se sont impliqués dans la campagne, sur le terrain : les militantes et les militants, qui ont porté haut les couleurs de Banian.

Vous pouvez vous applaudir !
Parce que ce que nous avons fait, personne ne pourra nous l'enlever !

Je vous applaudis. Et je vous remercie.

Et je remercie toutes les Réunionnaises et tous les Réunionnais qui ont, par leur vote, approuvé notre démarche et approuvé notre projet.

Oui, nous sommes allés aux élections. Sinon, à quoi bon ?

Je l'avais dit à la création de Banian : nous ne serons pas un club de réflexion. Pour donner 2, 3 idées...et espérer que d'autres pourront, un jour, peut-être, les transformer en réalité.

Nous sommes un parti qui va aux élections parce qu'il veut être en RESPONSABILITE.

Et nous sommes un parti qui veut être en responsabilité pour faire avancer la cause de nos familles, la cause des Réunionnais.

On nous a dit qu'on était présomptueux. Qu'on était arrogants. Alors qu'on était simplement déterminés. Et cohérents.

Parce qu'on ne travaille pas pour nous.

On travaille pour nos enfants !

On travaille pour le million d'habitants.

Et une fois les élections passées, on a continué de travailler.

On est, en ce moment précis, en train de travailler pour notre pays.

Et je le dis, sans surprise :

on travaillera pour défendre notre projet dans les échéances à venir : l'élection présidentielle, et l'élection législative !

Oui, nous sera au rendez-vous !

Il y a trop de choses à faire,

trop de choses à changer,

trop de verrous à détacher !

On ne va pas s'endormir quand la Réunion doit avancer !

Ce matin, encore, nous la travaillé. Nous la confronté des idées.

Pour faire émerger le projet.

Ce projet, il est temps désormais de le présenter.

Un projet, mes amis, doit répondre à une question : qu'est-ce qu'on veut pour notre pays ?

Et j'ajouterai une deuxième question : est-ce qu'on veut être les premiers acteurs du développement de notre pays, ou est-ce qu'on laisse d'autres décider pour nous, à Paris ?

Qu'est-ce qu'on veut pour la Réunion ?

C'est une question qu'on doit se poser en regarder en avant, et non plus en arrière.

Pendant des décennies, le débat politique a été pris en otage, par deux courants opposés : le combat autonomiste porté par le PCR, et le modèle jacobin porté par Debré et par ses héritiers.

C'est notre histoire.

Mais ce n'est pas notre avenir.

Ce combat-là n'existe plus.

Allez dans le chemin...demandez à un jeune de vous parler de tout ça. Ca ne l'intéresse pas.

Les jeunes vivent dans le monde d'aujourd'hui. Et ils veulent aujourd'hui qu'on leur parle de demain. Pas qu'on fasse un cours d'histoire.

Je dis cela de façon un peu provocante, mais c'est pour dire une chose essentielle : la classe politique doit poursuivre son évolution, et poser les choses simplement.

Aujourd'hui, tout le monde sait qu'on doit faire rimer développement et environnement.

Aujourd'hui, tout le monde voit que notre système économique est un système dépassé et fragile, qui nous rend toujours dépendant de l'hexagone.

Qui nous condamne et nous pousse à consommer, encore et toujours, des produits d'importation.

Alors que l'on a besoin d'industrie, de production, de transformation de produits et d'exportation.

Mais nous faisons l'inverse : **les containers arrivent pleins à la Réunion. Et ils repartent vides !**

Combien de temps encore ? Combien de temps sans capacité de rayonner dans notre environnement : la zone océan indien ?

Aujourd'hui, les prix des matières premières s'envolent, et nous le sommes impuissants. Et le pouvoir d'achat de notre population continue de baisser. Et la pauvreté qui frappe tant de familles réunionnaises continue d'avancer, alors que l'espoir recule.

Et le fatalisme s'installe. Et on est résignés.

Aujourd'hui, on sait que ça doit changer.

Aujourd'hui, on sait, par exemple, qu'un système qui exclut le Réunionnais de l'emploi, à la Réunion, est un mauvais système. Et un système dangereux. Ce qui génère de l'injustice et de l'exclusion génère de la colère.

Aujourd'hui, on sait qu'il n'est pas normal que les postes à responsabilités, dans le public et dans le privé, échappent si souvent aux Réunionnais.

Et aujourd'hui, on va arrêter de faire comme si nous n'étions pas une île. A 10 000 km de Paris.

Nous ne sommes pas une région de l'hexagone ! Nous ne sommes pas la Charente, ni la Creuse.

Nous sommes des Réunionnais. C'est à dire des Français et des Européens DANS l'Océan Indien.

Avec des réalités différentes. Géographiques. Climatiques.

Economiques. Culturelles.

Nos contraintes restent ignorées.

Tout comme nos richesses et nos potentiels.

Que nous n'avons pas la possibilité d'exploiter.

Et nous avons une population pauvre.

A qui il faut redonner de l'espoir et un cap.

Une jeunesse que nous devons accompagner.

Et des crises communautaristes, aujourd'hui, dans une société qui a su, parfois dans la douleur, installer un modèle de vivre ensemble.

Avec en corollaire de cette nouvelle crise : l'insécurité.

Ca aussi, c'est un problème que l'on doit regarder en face.

Parce que si on tourne les yeux, ce n'est pas la peine d'être élu...ou de vouloir l'être.

Il y a bien des sujets à aborder. Bien des difficultés à affronter.

Alors... par quoi commencer ?

Hé bien, commençons par le commencement.

Par le « Promié Début », comme dit créole. Le préalable.

Commençons par ce qui nous permettra d'activer des leviers, tant pour notre développement économique, touristique et agricole, pour notre aménagement, pour notre insertion et notre place dans dans notre environnement régional...vous avez peut-être compris de quoi je vais parler...

de l'amendement VIRAPOULLE...l'alinéa 5 de l'article 73 de la Constitution, qui interdit l'adoption de normes spécifiques pour la Réunion... contrairement à presque tous les autres territoires d'outremer, à l'exception de st Pierre et Miquelon (et ses 5 756 habitants)

Ca veut dire, aujourd'hui, en 2021, bientôt en 2022, que la Réunion, l'île intense, terre de spécificités, ne peut pas avoir de normes spécifiques.

Je le dis sans esprit partisan.

L'auteur de l'amendement était alors dans un combat, contre ce qu'il considérait être un risque de dérive institutionnelle et autonomiste.

Cette dérive n'est plus d'actualité.

Mais cet amendement continue, par contre, de nous figer !

Je vous disais tout à l'heure qu'il faut arrêter de regarder la Réunion avec les yeux du passé.

Il n'y pas de meilleure illustration !

On ne peut pas mettre la Réunion sous cloche alors que le monde évolue.

Et que notre situation continue de se dégrader.

Pas de normes spécifiques dans une île championne du monde des spécificités ?

Ca veut dire qu'on ne peut pas être acteurs de notre développement ?

Que nous devons toujours rester infantilisés ?

Et que rien ne pourra favorablement évoluer ?

Aujourd'hui, de plus en plus de voix s'élèvent, à gauche comme à droite, pour dire que cet amendement Virapoullé bloque aujourd'hui notre développement.

A gauche comme à droite !

Ce qui prouve que ce n'est plus une question partisane ou une question idéologique.

C'est juste une question...de bon sens.

Nous sommes fiers d'être Français. Nous sommes fiers d'être Européens.

Il n'y pas de débat, là-dessus. Du moins il n'y en a plus.

Les Réunionnais ne veulent pas l'indépendance. Pas même l'autonomie. Plus personne ne remet ça en cause. Et depuis longtemps.

Alors, arrêtons d'agiter les chiffons rouges du passé !

C'est une chance d'être européens. C'est une fierté d'être Français. Et c'est une fierté d'être Réunionnais !

Nous sommes les trois. Et bien sûr, nous allons le rester.

Mais pourquoi serions-nous demain, au sein de la République Française, **le seul grand territoire d'outremer incapable d'adapter certains règlements à ses réalités insulaires ?**

J'entends que l'on dit, pour défendre cet amendement : rien n'empêche de faire voter des lois spécifiques pour la Réunion, à l'Assemblée Nationale.

Et je réponds, moi, ceci : si rien ne l'empêche, alors pourquoi ça n'a pas été fait ?

J'entends aussi que cet amendement Virapoullé a pour unique but d'empêcher une assemblée unique.

Alors il faut tout freiner, tout bloquer, tout figer juste pour empêcher une assemblée unique ?

C'est un peu comme si on pêchait les bichiques à la dynamite !

C'est à la fois radical, extrême... et paradoxal :

Hé oui : pour empêcher la Réunion de bénéficier de régimes particuliers, on l'a donc soumise à un régime...particulier.

Ca ne choque personne ?

Il y a là quelque chose qui, avec le temps, heurte un peu la raison.

Et qui, c'est le plus grave, nous prive de bien des leviers de développement, pour notre économie, pour notre population.

Pour dire les choses simplement :

on ne peut pas faire le Grand Raid avec les 2 pieds amarrés !

Cet amendement est un verrou. Il nous faut le détaquer !

La Réunion ne peut quand même pas rester sous le même régime que celui de St Pierre et Miquelon.

Qui a, je le redis, 5 576 habitants, alors que nous, nous en aurons bientôt un million !

Pour toutes ces raisons, ce sera notre première proposition : la suppression de l'alinéa 5 de l'article 73 de la constitution, qui instaure au sein de l'outremer une norme inégalitaire, en défaveur de la Réunion.

Et ce au moment où tout le monde plaide, à raison, pour davantage de décentralisation.

Il y a là une inégalité de traitement. Et ce n'est pas sur des inégalités que nous fonderons notre développement.

Alors permettez-moi à présent d'évoquer l'une des plus scandaleuses des inégalités.

Permettez-moi de parler, maintenant, de **l'emploi des Réunionnais à la Réunion !**

Est-ce que je choque quelqu'un, ici, en disant que trop souvent, le Réunionnais est discriminé dans son propre pays ?

Est-ce que je suis provocateur en disant que les postes à responsabilités échappent aux Réunionnais, dans le public et dans le privé, par la magie de la cooptation, par la magie des réseaux...

Alors même que nous comptons de plus en plus de jeunes Réunionnais capables et diplômés...je dirai même surdiplômés, qui connaissent et qui aiment leur île, et qui ont tant de choses à apporter.

Mais à ces jeunes, on montre simplement la direction de Gillot. Il faut passer par la case Roland Garros et vol sans retour...trop souvent.

Et lorsque ces jeunes surdiplômés veulent rester chez eux, ils finissent parfois par envoyer des CV en collectivités, pour des postes de catégorie C.

Voilà comment on traite ce qui devrait être notre élite !

Voilà ce que l'on impose à celles et ceux qui, demain, devraient être aux commandes, en responsabilités.

Est-ce que je choque quelqu'un en disant cela ?

Moi, je suis choqué, par cette réalité.

Certains, par un renversement total de la situation, arrivent à dire que plaider pour la préférence régionale, plaider pour l'emploi local, plaider pour l'emploi du Réunionnais à la Réunion, c'est être raciste.

Dire « à compétence requise égale, emploi local », c'est être raciste ?

Arrête un coup, don !

Le racisme, c'est au contraire défendre et justifier un système qui exclue le Réunionnais à la Réunion.

Alors que la Réunion bat des records de pauvreté !

Alors même que notre population souffre, frappée par le chômage, et sans aucune perspective.

Voilà où est le racisme !

Voilà où est l'exclusion !

Et voilà ce contre quoi nous devons lutter, de façon responsable.

Le sujet est mis sur la table depuis longtemps.

Dans le public et dans le privé.

Quels seraient les leviers pour favoriser l'emploi local des Réunionnais dans le privé ?

Une piste doit être explorée : **favoriser l'emploi local en jouant sur la fiscalité des entreprises.**

Mais pour cela, il faudra s'affranchir de l'amendement Virapoullé. C'est bien à cette condition que nous pourrions créer des zones franches d'activités avec des critères d'embauche imposés aux entreprises.

Nous proposons aussi **une exonération totale des charges pendant 5 ans pour les entreprises de moins de 10 millions de chiffres d'affaires, conditionnée à l'investissement, à l'amélioration des conditions de travail et à une participation à l'intéressement.**

Aidons les entreprises à adopter un fonctionnement vertueux, au bénéfice de l'emploi local.

Quels seraient les leviers, à présent, dans le public pour aider l'emploi des Réunionnais à la Réunion ?

Combien de policiers, combien d'enseignants mutés dans l'hexagone, laissant derrière eux, femme, mari, enfants ?
Combien de familles déchirées ?

Combien de ces fonctionnaires attendent en vain, année après année, le retour au pays... en sombrant dans la dépression...avec parfois le suicide au bout du chemin ?

Quand, dans le même temps, des fonctionnaires venus de Métropole obtiennent facilement des mutations pour la Réunion...

Posons la question : si la Réunion compte un peu plus d'enseignants créolophones, qui partagent la langue et la culture des enfants scolarisés, c'est un danger pour la République ?
L'enseignant créole, c'est un danger pour nos enfants ?

Si la Réunion compte davantage de policiers réunionnais, qui connaissent intimement le territoire, c'est un danger pour notre sécurité ?

Si on considère que la Réunion est une île dans l'Océan indien, avec une population insulaire et des réalités insulaires, si on rappelle que, contrairement au fonctionnaire hexagonal travaillant dans l'hexagone, le fonctionnaire réunionnais muté ne peut pas prendre le train ou la voiture pour voir sa famille le week-end...

si on dit tout cela, on commet un crime contre l'humanité ?

Est-ce qu'il n'y a pas, au contraire, des points d'équilibre à trouver ?

Et comment ?

Premièrement : **les fameux CIMM, remettons-les sur la table !**

Dans la fonction publique d'État, il faut établir la primauté des Centre d'Intérêt Matériels et Moraux dans les critères d'affectation des lauréats ultramarins des concours nationaux !

Deuxièmement : **plafonnons le temps passé en France**

hexagonale pour le fonctionnaire réunionnais : 10 ans, par exemple, pour ensuite faciliter leur retour et laisser plus de latitude pour gérer les flux.

Troisièmement : **créons au sein du Ministère des Outremer une plateforme de gestion des carrières pour le retour des agents.**

Quatrièmement : **créons pour cette cause un délégué**

interministériel, qui pourrait notamment faire le lien entre le ministère des Outremer, l'Education Nationale et le ministère de l'Intérieur.

Voilà du concret !

Pour réduire, non pas les mutations, mais l'exil des jeunes Réunionnais.

Les jeunes Réunionnais, ce sont aussi ces étudiants, qui sont l'avenir de la Réunion, et qui souffrent de précarité. Qui peinent à payer des loyers. Qui peinent à payer des transports. Qui peinent, parfois, à payer leur nourriture.

Notre population est fragile.

Tous les étudiants n'arrivent pas à l'université avec des familles en capacité de subvenir à leurs besoins.

Et c'est ainsi que les inégalités accroissent les inégalités.

Et frappent durement les étudiants issus de famille à faible revenus ou issus de familles de classe moyenne mais financièrement étranglées par les traites et le coût de la vie.

Pour changer, pour aider notre jeunesse qui est notre avenir, pour l'égalité des chances, nous proposons la création du Revenu Etudiant Universel.

Ce dispositif remplacerait la bourse, et serait attribué à tous les étudiants, de 18 à 25 ans, quel que soit le montant des revenus des parents.

Je l'ai dit à l'instant : les classes moyennes souffrent également !

Les critères de contrôle seraient les mêmes que pour l'attribution des bourses. Il faudra évidemment que l'étudiant suive réellement son parcours et passe ses examens.

Le montant de ce Revenu Etudiant Universel augmenterait selon le niveau d'étude :

700 euros par mois pour les 3 années de licence

800 euros par mois pour les 2 années de master

1 000 euros par mois pour les 4 années de doctorat, afin d'accompagner notre élite locale.

C'est une mesure forte pour notre jeunesse. Et pour notre pays.

Toutes ces mesures que nous proposons pour la Réunion vont dans un même sens : **protéger notre population frappée par le chômage, frappée par l'exclusion, faire évoluer notre modèle économique insulaire, dans le respect de nos réalités, pour favoriser l'emploi et préserver notre cohésion sociale.**

C'est ainsi que l'on préservera notre vivre-ensemble. Celui que l'on regarde, partout ailleurs, avec envie.

Mais qui est menacé par la crise économique, sociale...et par le développement de l'insécurité.

**Oui, chers amis, nous allons parler de sécurité.
Celle à laquelle a droit chaque Réunionnais. Dans sa région.
Dans sa ville. Dans son quartier.**

Il y a une dérive communautariste dans la plupart de nos villes.

Il y a des quartiers où des jeunes errent, sans contrôle familial, livrés à eux-mêmes.

Il y a des endroits où des mineurs, des enfants de 11, 12 ans, peuvent se retrouver dehors, dans le chemin, à 1h ou 2h du matin. Et faire tout et n'importe quoi. Et surtout, bien sûr, du n'importe quoi.

Il y a des jeunes, à la Réunion, qui apparemment n'ont pas de famille. Pas de parents.

Et que l'on laisse devenir une menace pour eux-mêmes et pour la tranquillité et la sécurité des familles.

L'actualité nous l'a rappelé, il y a encore quelques jours. Ici, à St Benoît.

Mais nous savons tous que cette réalité frappe le nord, l'Est, le Sud et l'Ouest de la Réunion.

La délinquance, ce n'est pas nouveau.

Ce qui est nouveau, c'est ce phénomène de bande, d'entraînement, et l'âge de ceux qui commettent des troubles à l'ordre public, à la tranquillité, et des violences. Des enfants, des mineurs...sans aucun contrôle.

Je suis père. J'ai deux jeunes enfants.

Est-ce que je les laisserai, dans quelques années, errer dans les rues, la nuit tombée, en fermant les yeux sur ce qui peut se passer.

Est-ce que les parents n'ont que des droits et aucun devoir ?

NON. NON. NON !

La population a droit à la tranquillité et à la sécurité.

Et lorsque l'on est élu, on a le DEVOIR de travailler à préserver cette tranquillité, cette sécurité.

Il y a plusieurs leviers. Il faut de l'emploi, évidemment.

Il faut des politiques d'insertion. Il faut de la prévention.

Il en faut davantage. Oui.

Mais je le dis : aujourd'hui, la prévention sans la répression, c'est une impasse pour la Réunion.

Répression, sanction...ce sont des mots qui font peur ?

Il est sans doute plus facile de se donner une image progressiste et humaniste en gardant ces mots-là dans sa poche.

C'est peut-être plus confortable.

Mais pour moi, ce serait une démission et une lâcheté.

Est-ce que nous allons fermer les yeux sur une situation qui continue de se dégrader ?

Est-ce que nous allons tourner le dos à celles et ceux qui subissent, la nuit comme en journée, les exactions de délinquants juvéniles ?

La sécurité, c'est un combat collectif. Qui doit réunir les élus, l'État, les forces de l'ordre, la Justice...et les familles.

Les parents de délinquants mineurs qui errent la nuit en meute, ne sont pas toujours les victimes de leurs enfants.

Les parents de ces délinquants mineurs sont souvent coupables. Coupables de négligence.

Et cela n'est plus possible.

Il existe le Conseil des Droits et Devoirs des Familles, qui réunit commune, Département et Caisse d'Allocation Familiale.

L'objectif de ce CDDE, c'est d'aider et de responsabiliser les parents, à travers des procédures d'accompagnement. Des médiations.

Lorsqu'il y a trouble à l'ordre public, l'enfant et les parents peuvent être convoqués par cette instance. C'est alors une main tendue.

Mais lorsque cette démarche n'aboutit à rien. **Quand le ou les parents refusent d'assumer leurs responsabilités...alors il faut des sanctions.**

Le Maire peut alors demander au Département se saisir la CAF, pour une diminution voire une suppression des allocations familiales !

Je dis, moi, que ce ne doit plus être un tabou.

Je dis que cette procédure doit être encore simplifiée pour que les parents concernés jouent, enfin, leur rôle de parent.

Et que nous préservions, même si c'est par la sanction, un modèle de société où l'on protège les familles et où l'on inculque le respect...

Le respect des lois.

Le respect de la République.

Le respect des autres.

Je le dis posément, devant tous les Réunionnais.

Et je suis dans mon rôle en le disant :

personne, à la Réunion, ne peut réclamer des droits en s'affranchissant de ses devoirs.

Préservons notre société. Préservons notre vivre-ensemble.

Et redonnons un avenir à la Réunion, à notre pays.

C'est l'objectif qui est le nôtre

C'est le message que nous avons passé...l'invitation que nous avons lancée, il y a quelques mois :

Vous voulez que la Jeunesse Réunionnaise, pleine de talents, ne soit plus condamnée à la précarité ?

Vous voulez qu'elle accède au monde du travail, aux responsabilités ?

Vous voulez que nos porteurs de projet et nos forces vives soient épaulés ?

Vous pensez qu'un système qui exclut les Réunionnais de l'emploi, à la Réunion, est un mauvais système ?

Vous pensez qu'il faut, enfin, apporter des réponses réunionnaises aux problèmes réunionnais ?

Vous pensez, alors que notre île atteindra bientôt 1 million d'habitants, que tout ne peut être simplement commandé par Paris, au mépris de nos réalités insulaires ?

Vous pensez que le temps est venu, pour notre île, d'assumer ses ambitions pour la jeunesse réunionnaise ? D'être aux côtés des gramounes ?

Vous voulez prendre part au nouvel essor de notre île, social, économique, environnemental et culturel ?

Alors...Allons BATIR NOTRE ILE ENSANM !

Allons BATIR NOTRE ILE ENSANM !

J'ai, aujourd'hui, devant vous, donné quelques lignes du projet que nous aurons pour mission de défendre et de porter, dans les prochaines échéances électorales.

Oui, nous défendrons ce projet dans le cadre de l'élection présidentielle.

Oui, nous porterons ce projet dans le cadre de l'élection législative.

Nous serons présents, je l'ai déjà annoncé, dans le 5ème circonscription.

Et BANIAN organisera en fin d'année une primaire pour désigner son ou sa candidate.

C'est vous qui choisirez celui ou celle qui portera notre projet et nos valeurs.

Le rendez-vous est pris.

Maintenant, nous avons devant nous, du travail...encore et encore.

Mais c'est un honneur, et souvent un bonheur, de travailler dur quand on travaille pour son pays.

Vive la Réunion.

Er vive BANIAN !